

Notes du webinaire animé par Abdoulaye sur SUN 3.0

35 participants

Présents (17 pays): Mauritanie (PF), Burkina Faso (PF), Sénégal (PF), Rwanda (PF), Guinée (PF technique), Tchad (REACH représentant le PF), REACH Sahel, RCA, Togo (PF), Gabon (PF), Congo (Représentant du PF), Burundi (PF), Madagascar (PF), Bénin (PF), Guinée Bissau (PF), Côte d'Ivoire (PF), RDC (Point Focal technique), Mali (PF)

Excusés: Cameroun, Niger, Haïti, Comores

Animation : Abdoulaye KA, Membre du Comité Exécutif du SUN

Avec l'appui de Christelle HURE, deuxième membre francophone du Comité Exécutif

I. Mots de bienvenue (Rappel du processus, des enjeux et remerciements)

Nous sommes actuellement sur la construction du chemin pour les 5 prochaines années pour le Mouvement SUN et il est extrêmement important que cela puisse se faire de manière participative.

Ce processus qui se veut transparent a démarré en avril au sein de l'ExComm. Désormais nous en sommes à la phase de consolidation du draft après appréciation des retours des pays et des différentes parties prenantes.

L'exercice d'aujourd'hui est de faire une revue des inputs de toutes les parties prenantes. Le Secrétariat a appuyé pour produire une synthèse de vos réponses et les présentera sous la forme d'une restitution. Les échanges permettront de s'appesantir sur 4 points clé qui ont fait l'objet de divergences afin de dégager un consensus : point focal/ Coordinateur National / redevabilité / CAP/ Demande de nouvelle adhésion.

Enfin, nous aborderons les prochaines étapes du processus, notamment la présentation des retours des pays au Comité Exécutif et au Lead Group.

II. Présentation des principaux points issus du questionnaire préparatoire & Echanges (Demandes de clarification, commentaires)

La présentation des points principaux est assurée par Morgane et Sonia.

Commentaires des pays :

- l'aspect petite enfance n'a pas été pris en compte
- Au lieu de parler de COVID, parler de manière générale d'urgence et de catastrophe
- Bien définir le niveau de redevabilité pour les Points focaux
- Certaines maladies ont pris une grande importance au niveau international, à l'instar du VIH (ONUSIDA), et la nutrition est aussi un garant du capital humain, est-ce que les Nations Unies ne pourraient pas créer une nouvelle agence qui s'occuperait de la nutrition pour fédérer les différentes contributions?
- Les aspects techniques ne ressortent pas suffisamment
- Comment intégrer le capital humain?

- Comment rappeler la déclaration de Maputo (Engagement sur 10% du budget alloué pour les activités agricoles)
- Renforcement des ressources financières pour les secteurs agricoles, santé et éducation.
- Pour une stratégie durable, mettre plus d'efforts sur l'intégration des questions alimentaires et nutritionnels dans les matériels scolaires
- Il faut une redevabilité mutuelle.
- Comment le mouvement SUN peut appuyer les pays au niveau infra national, et aussi mieux thématiser l'appui des Ministères sensibles à la nutrition.
- Mieux définir le rôle du PF.
- On a un problème par rapport à l'effectivité de l'engagement de l'Etat.
- Pour adresser le triple fardeau, il faut le faire de façon collaborative et multisectorielle.
- Les Points focaux ont besoin d'un renforcement de capacités notamment en qualité de négociation pour l'approche multisectorielle.
- Très important que l'on puisse avoir une approche inclusive et participative pour la stratégie.
- La nutrition souffre toujours d'un manque de ressources, plaider particulier pour que les bailleurs puissent accorder une priorité particulière pour la nutrition à travers les ODD (Notamment Fonds monétaire, Banque Mondiale).
- Avec 3.0, le Mouvement amorce un virage stratégique d'importance sur 3 fronts :
 - (i) Le changement de focus sur le retard de croissance à toutes les formes de malnutrition
 - (ii) la responsabilisation en terme de redevabilité plus accrue des pays et
 - (iii) le passage institutionnel de PF à Coordinateur National et pour tout cela un nouveau "Pacte d'Engagement" serait plus opportun
- La place des entités sous-régionales, c'est important pour nous d'insister sur cet échelon majeur au niveau de la stratégie. (CEDEAO, Union Africaine).
- Outre la Petite Enfance, il faut intégrer et profiter de toutes les plateformes de services et de soins qui sont pertinentes telles que: La planification familiale, la vaccination, le champs École, etc. pour les mettre au service de la nutrition
- Pour le plaidoyer sur la mobilisation des ressources, comment mettre en place **un nutrition global Fund**.

Point récapitulatif (hors 4 points reportés directement dans la partie III):

- Importance de la création d'un fonds mondial nutrition pour la mobilisation des ressources
- L'intégration du capital humain
- L'importance de prendre en compte la petite enfance, la protection sociale, tous les services de santé, etc.

III. Intervention d'Abdoulaye KA et de Christelle Huré sur 4 points clé & Echanges (Retenir une position consensuelle par point)

1. Adhésion

- ce n'est pas la peine. Cherchons de nouvelles adhésions plutôt que les pays déjà engagés ré adhèrent
- Une nouvelle demande de l'adhésion risque de déboucher sur un désistement de beaucoup de pays

- Question sur l'adhésion n'avait pas été comprise de cette manière mais en effet ce n'est pas nécessaire.
- Pas nécessaire de demander une nouvelle adhésion.
- Sur les ré adhésions, c'est en effet inutile. Reconduire tacitement les Etats membres et ceux qui se désisteront face aux nouvelles orientations du Mouvement le feront savoir.
- Demander de nouvelles adhésion est risqué. D'ailleurs, les processus d'adhésion au début étaient parfois trop longs pour certains pays.
- Adhésion seulement pour les nouveaux pays, les autres restent membres
- Suscités de la part de tous, les voyages d'échange inter-Etat sont à encourager. Cela contribue à briser les grandes barrières.
- Je suggère qu'au lieu de ré-adhésion de plutôt mettre en avant un nouveau pacte d'engagement qui cette fois serait dans les deux sens (le Mouvement SUN s'engage au niveau de l'appui et le pays dans ce qu'il pourrait atteindre liée à la stratégie 3.0).

Point récapitulatif :

- Consensus sur le fait que la demande de ré adhésion n'est pas nécessaire voire risquée. Certains répondants n'avaient pas bien saisi ce point
- Lien Plan d'Action pays et l'adhésion: il faudrait que ce lien soit coupé. Il pourrait être demandé aux nouveaux pays.
- Dans le Mouvement, l'adhésion est au principe et à la validation de la stratégie proposée par le Mouvement (elle évolue plus par rapport à l'expérience et aux besoins).
- La question se pose de savoir s'il on doit conditionner l'adhésion d'un pays au respect de certains engagements.

2. Point Focal > Coordinateur

- Nous allons avec la SUN 3.0 au niveau opérationnel, il faut donc penser dès à présent à la formalisation des spécialistes techniques désignés dans les départements ministériels (sectoriels).
Les PF ne sont pas toujours mandatés, n'ont pas suffisamment de pouvoir, de budget. Ils sont désignés. Cela ne facilite pas les allocations budgétaires.
Le PF ne peut être redevable jusqu'au niveau des indicateurs.
- Il y a besoin d'un écosystème fort, d'un schéma institutionnel qui permette cela au PF pour favoriser une approche plus systématique.
- On n'a pas besoin de recruter des nutritionnistes pour les secteurs sensibles, mais il vaut mieux désigner des techniciens de ces ministères des personnes avec un mandat et une responsabilisation accrues.
- Si on a un coordinateur, il faut tout de même un point focal SUN.
- Chez nous, le Secrétariat Technique assure la coordination de la plateforme multisectorielle. Quand on parle Coordinateur national, je ne vois pas la différence entre PF et Coordinateur. Nous sommes en train d'essayer d'obtenir une Agence Nationale de Nutrition car nous ne sommes même pas une Direction et partant, nous sommes fragilisés. Il y a aura toujours besoin de plaider pour la nomination d'un Point Focal à un haut niveau.

Point récapitulatif:

- Importance de renforcer un environnement institutionnel propice pour le développement de la nutrition dans nos pays.
- Renforcement de la structure en charge de la coordination de la nutrition au niveau pays. Cette structure devra être ancrée à un niveau élevé au plan institutionnel au niveau du pays.
- Importance de disposer d'un bras technique autour de cette institution haut placée afin d'assurer la coordination multisectorielle avec à ce niveau un point focal ou coordonnateur SUN au niveau pays.

3. CAP/(Animation Christelle) - Plan d'action pays en français

- Selon les échanges avec les facilitateurs de la stratégie, le CAP ne serait pas un document supplémentaire mais plutôt une nouvelle dénomination qui insisterait davantage sur l'importance du chiffrage et qui inclurait la notion d'investissement ("d'activités dans lesquelles on peut investir").
- Nous pourrions ainsi avoir un consensus sur le fait que ce n'est pas clair car il semblerait que cela remplacerait le plan stratégique.

Commentaires des pays :

- pour moi l'un est stratégique, l'autre est opérationnel et je ne vois pas ce qui n'est pas clair. Il faut le comprendre en relation verticale. L'essentiel est l'opérationnalisation d'une politique
- Il est aujourd'hui utile de mettre tous ces documents dans leur cadre, l'un étant intimement lié à l'autre mais les cibles diffèrent. Un défi que l'on rencontre est l'incohérence lorsque l'on met ensemble les différentes politiques qui se retrouvent ensuite en conflit pour les financements.
- Plans "dans lesquels on pourrait investir", qu'en pensez-vous?
- Ce qui n'est pas logique est que le CAP se retrouve en OS et partant, on ne prendrait qu'une partie du puzzle en compte.
- Il faut des capacités à pouvoir réviser les démarches de planifications stratégiques afin de pouvoir nous adapter au changement permanent de nos contextes. Je reste sur ma faim sur cet Objectif Stratégique et je ne le trouve pas assez ambitieux pour aller vers SUN 3.0.
- Faire attention par rapport à ce que nous visons. Autant nous devons avoir des interventions sensibles et spécifiques pour la nutrition, d'où la nécessité d'avoir des politiques qui intègrent l'ensemble de ces éléments. Si on détermine des priorités, d'autres éléments vont être pris en compte. La priorité dépend du problème en fonction de là où on se trouve. Nous avons des cadres communs de résultats car c'est une chaîne.

Point récapitulatif:

- La complémentarité claire entre un document de politique et un document d'opérationnalisation est claire car c'est déjà ce qui existe dans les pays
- Ce qui n'est pas clair est de savoir si les CAP viennent se substituer aux Plans stratégiques budgétisés? Et si non, comment ces deux documents s'articulent-ils?
- Une attention/vigilance est à garder sur l'exercice de priorisation en raison de ses limites intrinsèques sachant qu'il y a un besoin d'adresser toutes les pièces du puzzle (sensibles et spécifiques).

- Il y a aussi la crainte de mention de plans “dans lesquels on peut investir”, ce qui peut contrevenir à la mention de “country-led and country-driven”
- Il est aussi important de se poser davantage de questions sur l’exercice de planification au delà de la priorisation (quelle adaptation de ces plans/agilité?) et donc de renforcement de capacités notamment face aux urgences.
- Faire des CAP un OS ne semble pas approprié. Il faut être conscients que nous avons besoin des capacités techniques pour faire les adaptations des plans existants mais notre focus n’est pas de nous mobiliser autour de ces plans. C’est autour de ces cadres que nous allons bâtir les plans d’investissement. Ces plans ont surtout pour vocation d’être multisectoriels et d’avoir été élaborés de manière participative par tous les acteurs qui participent au SUN.
- Il est aussi question de s’assurer de la diffusion des plans pour s’assurer qu’au niveau déconcentré et décentralisé, ils soient bien connus afin de maximiser les chances d’obtenir les financements nécessaires.

4. redevabilité (Animation Christelle)

- La question de la redevabilité au niveau sous-national et au niveau des réseaux (notamment secteur privé) devrait être thématifiée.
- Au sein d’un Mouvement, quelles formes de redevabilité peut-on avoir? Souhaite-on être plus coercitifs par rapport au respect des engagements pris ou pas? Et quand on parle de redevabilité, si un pays doit rendre compte au Mouvement, quelles seraient les méthodes, les formes pour ce faire? Et le Mouvement est redevable vis-à-vis de qui?

Point récapitulatif:

- Consensus sur la question très spécifique de la double redevabilité du PF/ Coordinateur national mais il y a encore des questions qui se posent à mettre en lien d’une nouvelle adhésion qui est demandée
- La question de la redevabilité au niveau sous-national et au niveau des réseaux (notamment secteur privé) devrait davantage être thématifiée.
- La question de la redevabilité doit être repensée dans le strict cadre de sa faisabilité au sein d’un Mouvement, et décider si oui ou non le schéma doit être repensé pour une certaine coercition concernant les engagements pris par les pays membres.

IV. Focus sur les prochaines étapes (Mémo/ échanges avec Ex Com/lead group)

- 1) Un mémorandum sera préparé par Morgane et Sonia et vous sera transmis sous peu. Il va insister sur les points de consensus sur les 4 points et comprendra une synthèse des principaux points ressortis dans les différentes slides.
- 2) Il est prévu une session de retour à l’ExCom sur la base de nos discussions. Haïti sera présent pour porter la voix des pays lors de cette séance auprès de l’ExCom et

partagera le mémorandum avec eux. Nous sommes heureux que Dr Marhone ait accepté car notre groupe francophone ne se limite pas qu'au continent africain.

3) La présentation d'aujourd'hui vous sera également partagée prochainement.